

dans le cas du nombre. Je dirais plutôt que deux ou trois peuvent se faire une rude concurrence, et s'il n'y en a que deux et que l'industrie soit en butte à des difficultés votre tâche est facilitée par le contrôle fiscal direct. Vous pouvez faire avec ces entreprises ce que vous voulez.

Il est beaucoup plus facile d'influencer un ensemble de trois ou quatre grandes entreprises que d'en influencer peut-être dix mille petites.

La grande entreprise renferme un avantage, sa stabilité. C'était le rêve de l'économiste d'arriver à la concurrence parfaite. Nous n'avions qu'un secteur de croissance dans la concurrence, c'était dans l'agriculture, qui était notre activité la plus instable. Je ne crois pas que la concurrence parfaite ait toutes les vertus que lui attribue la théorie économique.

Peut-être devrait-on exercer un certain contrôle sur les grandes compagnies. Je pense que dans le cas des grandes compagnies, on peut facilement exercer le contrôle fiscal.

Le sénateur THORVALDSON: Auriez-vous l'obligeance de comparer le développement du contrôle exercé par les groupes économiques puissants au Canada, disons dans l'industrie alimentaire, à celui exercé disons en France ou certains des pays de l'Europe?

M. THÜR: La situation est peut-être comparable en Allemagne, non en France. Pour un certain nombre de facteurs, la France a une politique spéciale de protection depuis plusieurs années. Donc on avait une entreprise familiale, et la France a franchi un grand pas en acceptant le Marché commun parce qu'au niveau industriel, elle était le plus mal préparée en vue d'un marché commun, car elle n'était pas organisée en fonction des grands marchés.

Je pense qu'aujourd'hui, l'Allemagne, et la Belgique et les Pays-Bas, ont certainement des entreprises dans l'industrie alimentaire qui sont proportionnellement aussi importantes que la Weston Foods du Canada.

Je ne me rappelle pas de discussions au sujet d'abus du pouvoir économique de la part de ces entreprises.

Le sénateur THORVALDSON: Auriez-vous l'obligeance de faire des commentaires sur l'Angleterre, sur le Royaume-Uni? Y a-t-il concentration là dans l'industrie alimentaire? Je ne l'ai pas observé moi-même.

M. THÜR: Je ne le sais pas.

Le sénateur THORVALDSON: Vous avez fait allusion au Conseil économique du Canada qui, nous sommes tous d'accord, remplit une fonction splendide. Toutefois, vous avez parlé du problème des prévisions économiques, qui est important, et à cause de la composition du Conseil économique, il a été difficile à celui-ci de faire des prévisions à long terme. Faut-il attacher une grande importance aux prévisions qui devraient être faites dans un pays comme le Canada, à long terme?

M. THÜR: Je pense qu'aujourd'hui, tous nos investissements représentent une somme si grande, qu'on souhaiterait voir quelle sorte de développement en découle. Il est très important qu'une institution discute des problèmes s'échelonnant sur une période de cinq ou dix ans, car la structure économique est assez stable et qu'on ne peut pas tout bouleverser en un an ou deux. Mais en huit ou dix ans on peut faire des modifications. Si vous avez une perception claire du problème, je pense que vous pouvez travailler à convaincre les gens de la raison pour laquelle ils devraient faire ce qu'on attend d'eux, et ainsi de suite.

C'était une bonne idée de prévoir une institution qui pense à tous ces problèmes. Ce n'est pas au niveau de l'administration gouvernementale que vous pouvez vous attendre à de tels résultats, parce qu'on n'a pas le temps de le faire, on est toujours à discuter les problèmes du jour.

Le problème du développement consiste à savoir ce qu'il faut faire en huit ou dix ans.